

La gestion des sites pollués à responsable défaillant en France



**Guillaume CHAPRON Service des Affaires Juridiques
ADEME**

Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) qui sommes nous ?

Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

MISSIONS de l'ADEME

- L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce dans ses domaines d'intervention.

DOMAINES D'INTERVENTION

- Déchets ;
- Sols pollués et friches ;
- Energie et climat ;
- Air et bruit ;
- Actions transversales (productions et consommation durable, villes et territoires durables).
- Budget d'intervention de 690 M€ dont 38 M€ pour les sols pollués et friches pour un effectif total de 963 ETP.

DES MISSIONS CONFIEES PAR L'ETAT DANS LE CADRE D'UNE MAITRISE D'OUVRAGE

- Les missions de mise en sécurité des sites pollués à responsable défaillant sont encadrées par les dispositions combinées de la loi du 19 juillet 1976, aujourd'hui codifiées aux articles L 511-1 et suivants du Code de l'Environnement et des circulaires successives du ministère de l'Ecologie et du Développement durable dont la dernière en vigueur est celle du 26 mai 2011 relative à la « Cessation d'activité d'une installation classée – Chaîne de responsabilité – Défaillance des responsables ».

CONTRÔLE des ICPE ET SANCTIONS PREFECTORALES

- **Les ICPE font l'objet selon la dangerosité de leurs activités pour l'environnement et la santé de régimes de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.**
- **Elles doivent se conformer aux législations qui encadrent leurs activités et remettre le site à la cessation d'activité dans un état conforme à leur statut ou compatible avec l'usage futur du site.**
- **Tout au long de leur vie et à la cessation de leurs activités les ICPE sont contrôlées par l'Inspection des Installations Classées qui peut leur enjoindre des mesures de protection de l'environnement :**

- Arrêté préfectoral de mise en demeure ;
- Arrêté préfectoral de consignation du coût de la mise en conformité.

A Défaut de se conformer aux injonctions préfectorales, l'ICPE est reconnue « défaillante » et se trouve substituée dans ses obligations environnementale par l'ADEME qui pourra être missionnée par l'Etat pour agir en ses lieux et place et au frais du responsable du site.

Deux actes administratifs missionnent de l'ADEME :

- Arrêté préfectoral de travaux d'office ;
- Arrêté préfectoral d'occupation temporaire des sols.

MODALITES D'INTERVENTION DE L'ADEME

- Après l'échec de toutes les procédures administratives
- Après l'accord du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement ;
- - En application de l'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office qui définit les intervention de mise en sécurité à réaliser.

Validation des demandes d'intervention de
l'ADEME issue de la circulaire du 26 mai 2011

- - Lorsque les travaux projetés sont inférieurs à 150.000€ TTC, la validation de la demande est validée par le préfet de région ;
- - Pour les travaux supérieurs à 150.000€ TTC la direction générale de la prévention des risques (DGPR) statue sur l'autorisation de faire intervenir l'ADEME.

- L'ADEME assure la maîtrise d'ouvrage des opérations prescrites par l'arrêté préfectoral :
 - Définition des conditions techniques et financières des interventions ;
 - Consultation des entreprises et choix des prestataires ;
 - Passation des marchés et suivi des opérations ;
 - Réception des études et travaux et validation des résultats.

DIFFERENTS TYPES D'INTERVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE

- Mise en sécurité des lieux (élimination de déchets, pose de clôtures, démolition...)
- Etude et évaluation des impacts et des risques ;
- Surveillance des milieux (eaux souterraines) ;
- Maintenance d'installation de dépollution ;
- Travaux de dépollution et de confinement.

FIN D'INTERVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE

- **En fin d'intervention, l'ADEME :**
- Rend compte à l'administration de l'exécution de sa mission ;
- Peut proposer des compléments d'intervention ;
- Doit exercer des recours judiciaires à l'encontre du responsable de la pollution traitée en vue d'un remboursement des frais engagés.